



AYITI INTEL | ONE-STOP INTELLIGENCE BRIEF

February 12, 2026

Intelligence for Haiti's Democratic Transition

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

L'UNICEF a rapporté le 12 février que le recrutement d'enfants par les groupes armés a triplé en 2025, les mineurs représentant désormais 30 à 50 pour cent des membres des gangs et certaines recrues ayant à peine neuf ans. Ce développement transforme la crise sécuritaire d'Haïti en une urgence de protection de l'enfance nécessitant une réponse programmatique immédiate et des règles d'engagement modifiées pour les forces de sécurité entrantes. Simultanément, la Chine courtise activement Haïti avec des incitations financières pour rompre sa relation diplomatique de 70 ans avec Taïwan, introduisant une compétition entre grandes puissances dans ce qui était auparavant traité comme un défi de stabilité régionale. La consolidation de la gouvernance du Premier ministre Fils-Aimé est entrée dans un état stable sans nouveaux décrets au cours de ce cycle, tandis que la gourde reste stable et que le plan de réponse humanitaire 2026 reste financé à moins de quatre pour cent des besoins.



RÉSUMÉ RAPIDE POUR LES PARTIES PRENANTES

L'UNICEF confirme que le recrutement d'enfants a triplé en 2025 avec 30 à 50 pour cent des membres des groupes armés désormais mineurs et certains âgés de neuf ans seulement.

La Chine offre à Haïti des incitations financières pour rompre ses liens diplomatiques avec Taïwan dans un défi direct à l'influence américaine.

Le Premier ministre Fils-Aimé n'a émis aucun nouveau décret de gouvernance au cours de ce cycle de 24 heures suite à l'élan de consolidation initial après la dissolution du CPT.

La gourde reste stable à 131,056 par dollar américain avec moins d'un pour cent de dépréciation annuelle malgré la transition politique.

Le financement humanitaire reste en dessous de quatre pour cent de l'appel 2026 avec l'UNICEF demandant 30 millions de dollars américains pour la programmation de protection de l'enfance.

DÉVELOPPEMENT 1: La crise du recrutement d'enfants de l'UNICEF atteint le seuil d'urgence

L'UNICEF a publié un rapport complet le 12 février coïncidant avec la Journée du Ruban Rouge qui documente une augmentation de 200 pour cent du recrutement d'enfants par les groupes armés pendant 2025. L'agence estime que les mineurs constituent maintenant entre 30 et 50 pour cent du total des membres des gangs, avec des cas vérifiés de recrutement à l'âge de neuf ans représentant la cohorte la plus jeune jamais enregistrée. Ce triplement des taux de recrutement s'appuie sur une augmentation de 70 pour cent déjà enregistrée en 2024, indiquant une exploitation accélérée des enfants au sein de la structure des groupes armés d'Haïti. L'UNICEF a vérifié et fourni un soutien à plus de 500 enfants depuis janvier 2024 par le biais de son Protocole de Transfert, mais l'ampleur de la crise dépasse de loin la capacité programmatique actuelle.

Les schémas de recrutement documentés par l'UNICEF révèlent une exploitation systématique avec des garçons servant d'éclaireurs, de transporteurs de munitions et de superviseurs d'enlèvements tandis que les filles subissent des violences sexuelles et des travaux domestiques forcés incluant la cuisine et la lessive. Des rapports informels indiquent que les groupes armés droguent les enfants pour créer une dépendance, tandis que

les facteurs principaux restent la pauvreté affectant plus de 60 pour cent des 12 millions d'habitants d'Haïti qui survivent avec moins de quatre dollars américains par jour, la séparation familiale due au déplacement, les menaces directes et le comportement de recherche de survie parmi les populations déplacées. La Directrice exécutive de l'UNICEF Catherine Russell a déclaré que les droits des enfants ne sont pas négociables et que chaque enfant recruté ou exploité par des factions armées a besoin de libération et de soutien complet pour guérir, reprendre ses études et reconstruire son avenir.

Les implications opérationnelles pour le déploiement des forces de sécurité sont graves. Avec 30 à 50 pour cent des membres des groupes armés étant des mineurs, les engagements militaires et policiers risquent de plus en plus des pertes d'enfants nécessitant une adhérence stricte au droit humanitaire international. La Représentante de l'UNICEF en Haïti Meritxell Relano Arana a exprimé son optimisme que le Premier ministre Fils-Aimé et les responsables actuels démontrent un engagement envers la libération et la réintégration des enfants, suggérant des signaux de volonté politique positive de la nouvelle structure de gouvernance. Cependant, le défi de réintégration reste aigu pour les adolescents plus âgés qui ont passé cinq ans ou plus avec des groupes armés et sont peu susceptibles de retourner à l'école, nécessitant plutôt des parcours d'apprentissage et de formation professionnelle. La combinaison de 1,4 million de personnes déplacées avec plus de 50 pour cent étant des enfants crée un bassin de recrutement massif que les groupes armés continuent d'exploiter.



CONTEXTE HISTORIQUE

Haïti a ratifié le Protocole facultatif concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés en 2014 interdisant le recrutement de personnes de moins de 18 ans dans les forces armées ou les groupes armés. La crise actuelle représente l'urgence de recrutement d'enfants la plus grave documentée dans l'histoire haïtienne sans parallèle historique pour l'ampleur et la vitesse de la montée de 2025.

POINTS DE DISCUSSION

Le recrutement d'enfants a triplé en 2025 avec 30 à 50 pour cent des membres des groupes armés désormais mineurs incluant des recrues âgées de neuf ans seulement.

L'UNICEF a besoin de 30 millions de dollars américains pour aider chaque enfant dans le besoin par la libération, la réintégration, l'éducation et la programmation de soutien aux traumatismes.

Les groupes armés utilisent les garçons comme éclaireurs et transporteurs de munitions tout en soumettant les filles à la violence sexuelle et au travail domestique forcé.

Le signal de volonté politique du Premier ministre Fils-Aimé sur la protection de l'enfance représente une opportunité potentielle de crédibilité de gouvernance s'il est soutenu par l'action.

Les programmes de réintégration doivent aborder les adolescents plus âgés nécessitant une formation professionnelle plutôt qu'un retour à l'école après des années avec des groupes armés.

Les considérations du droit humanitaire international doivent informer les règles d'engagement opérationnelles de la GSF étant donné le pourcentage élevé de combattants enfants.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Les donateurs internationaux devraient annoncer des engagements de financement immédiats à l'appel de 30 millions de dollars américains de l'UNICEF pour la protection de l'enfance dans les 48 à 72 heures.

Le leadership de la GSF doit réviser la planification opérationnelle pour incorporer des règles d'engagement informées par la protection de l'enfance avant le début du déploiement.

Les organisations opérant dans les zones de conflit devraient mettre à jour les protocoles de protection de l'enfance pour refléter les données de 30 à 50 pour cent d'adhésion d'enfants.

Le programme de réintégration PREJEUNES de l'UNICEF nécessite un financement urgent pour les parcours d'apprentissage et de formation professionnelle pour les adolescents plus âgés.

Les agences humanitaires devraient se coordonner sur la prévention de la drogue et les protocoles de traitement de la dépendance pour les enfants recrutés.

Les organisations médiatiques couvrant les opérations de sécurité devraient adopter des directives de reportage reconnaissant la présence de combattants enfants pour éviter de glorifier la violence.



CONFIANCE



Haute confiance basée sur les rapports institutionnels officiels.

DÉVELOPPEMENT 2: La Chine courtise activement Haïti pour rompre les liens diplomatiques avec Taïwan

Le PDG du Caribbean Security Group Austin Holmes a témoigné devant le Sénat américain le 10 février que la Chine offre à Haïti des incitations financières pour rompre sa relation diplomatique de 70 ans avec Taïwan, transformant la crise de gouvernance d'Haïti en un point de conflit pour la compétition entre grandes puissances. Haïti est l'un des 12 alliés diplomatiques restants de Taïwan à l'échelle mondiale, et Pékin a mené une offensive de charme de sept ans ciblant spécifiquement Haïti avec des offres d'assistance financière et de financement d'infrastructures en échange d'un changement de reconnaissance diplomatique. Le témoignage indique que 2026 marque le 70e anniversaire des relations Haïti-Taïwan, créant une signification symbolique pour un réalignement diplomatique potentiel. Taiwan Plus a contacté l'ambassade d'Haïti et le ministère des Affaires étrangères de Taïwan pour commentaire mais n'a reçu aucune réponse, suggérant une sensibilité autour des manœuvres diplomatiques.

Les implications stratégiques d'un changement diplomatique potentiel sont profondes pour les intérêts américains. La Chine obtenant une position en Haïti réduirait les alliés diplomatiques de Taïwan de 12 à 11 tout en établissant une présence chinoise à 90 miles de Cuba et 600 miles du territoire continental américain. Le calendrier coïncide avec la posture agressive de l'Administration Trump envers Haïti incluant le déploiement de navires de guerre par l'Opération Southern Spear, des sanctions et un soutien diplomatique fort du Premier ministre Fils-Aimé, suggérant que l'engagement de Washington est en partie motivé par la conscience du

positionnement compétitif chinois. Un changement diplomatique offrirait également à Haïti un patron alternatif avec potentiellement moins de conditionnalités de gouvernance que les États-Unis, créant un levier pour les dirigeants haïtiens dans les négociations avec les partenaires occidentaux.

Taïwan a joué un rôle significatif en Haïti par des programmes d'assistance au développement, mais les offres financières de Pékin peuvent s'avérer attrayantes pour un gouvernement confronté à de graves contraintes fiscales avec un budget 30 pour cent dépendant du financement externe. L'absence de toute réponse publique du gouvernement d'Haïti, du ministère des Affaires étrangères de Taïwan ou de l'ambassade d'Haïti suite au témoignage du Sénat suggère que des discussions diplomatiques peuvent se produire par des canaux confidentiels. La compétition géopolitique transforme ce qui était auparavant traité comme un défi de stabilité régionale en un domaine où les intérêts des grandes puissances se croisent directement avec la transition démocratique d'Haïti, la stabilisation de la sécurité et les voies de reconstruction économique.



CONTEXTE HISTORIQUE

Haïti et Taïwan ont établi des relations diplomatiques en 1956, faisant d'Haïti l'un des alliés diplomatiques les plus anciens de Taïwan. La relation a survécu à de multiples transitions gouvernementales haïtiennes incluant les dictatures Duvalier, le coup d'État de 1991, l'intervention de 2004 et le tremblement de terre de 2010, mais fait maintenant face à son défi le plus sérieux de la diplomatie compétitive chinoise.

POINTS DE DISCUSSION

La Chine offre à Haïti des incitations financières pour rompre la relation diplomatique de 70 ans avec Taïwan dans un défi direct à l'influence régionale américaine.

Haïti est l'un des 12 alliés diplomatiques de Taïwan à l'échelle mondiale avec 2026 marquant le 70e anniversaire des relations bilatérales.

L'offensive de charme de sept ans de Pékin cible Haïti avec des offres de financement d'infrastructures et d'assistance au développement.

Un changement diplomatique potentiel donnerait à la Chine une position stratégique à 90 miles de Cuba et 600 miles du territoire continental américain.

La posture agressive de l'Administration Trump incluant les navires de guerre peut être en partie motivée par la conscience du positionnement compétitif chinois.

Taïwan a fourni une assistance au développement significative mais la Chine peut offrir une échelle de financement que Taïwan ne peut égaler.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Le Département d'État américain devrait engager le Premier ministre Fils-Aimé directement sur la relation avec Taïwan et présenter une offre compétitive aux incitations chinoises.

Le ministère des Affaires étrangères de Taïwan devrait accélérer les annonces d'assistance au développement pour démontrer la valeur tangible de la relation continue.

Les organisations internationales devraient évaluer si l'engagement chinois offre une voie de financement alternative pour la réponse humanitaire et les infrastructures.

Les parties prenantes du secteur privé devraient surveiller la reconfiguration potentielle des relations commerciales et des flux d'aide si un changement diplomatique se produit.

Les analystes de sécurité régionale devraient évaluer les implications de la présence chinoise en Haïti pour l'architecture de sécurité caribéenne.

Les comités de surveillance du Congrès devraient demander un briefing classifié sur l'étendue de l'engagement diplomatique chinois et la contre-stratégie américaine.



CONFIANCE



Haute confiance basée sur les rapports institutionnels officiels.

DÉVELOPPEMENT 3: La gouvernance de Fils-Aimé entre dans un état stable après l'élan de consolidation initial

Le Premier ministre Fils-Aimé n'a émis aucun nouveau décret de gouvernance ou nomination de cabinet au cours de ce cycle de 24 heures, indiquant que son administration est entrée dans un état opérationnel stable suite à l'élan d'activité initial immédiatement après la dissolution du CPT le 7 février. Les actions de gouvernance de la première semaine sont maintenant consolidées et incluent le décret de pouvoir exécutif établissant une structure exécutive monocéphale, le retrait du Ministre de l'Économie Alfred Metellus avec Fils-Aimé prenant le portefeuille ad interim, la nomination de commissions municipales provisoires pour Port-au-Prince, Pétion-Ville et Gressier, et la présentation des priorités du secteur touristique par le Ministre Dessources le 10 février. L'absence de mouvements de gouvernance supplémentaires suggère une consolidation prudente plutôt qu'une expansion dramatique de l'autorité exécutive.

La structure exécutive monocéphale décrite comme exécutif monocéphale n'a aucun précédent constitutionnel dans la Constitution de 1987 d'Haïti, qui envisage un pouvoir exécutif partagé entre un président et un premier ministre plutôt qu'un premier ministre comme seule autorité exécutive. Cette ambiguïté constitutionnelle crée une vulnérabilité potentielle si l'opposition politique se coalise autour d'un récit de gouvernance unilatérale, particulièrement étant donné les avertissements du collectif KTA contre la concentration du pouvoir. Le contrôle direct de Fils-Aimé sur le portefeuille Économie et Finances centralise toutes les décisions fiscales par le bureau du Premier ministre, fournissant une efficacité opérationnelle mais aussi un risque politique si les conditions économiques se détériorent ou si l'exécution budgétaire fait face à des défis.

Le consensus international derrière Fils-Aimé reste intact avec un soutien continu des États-Unis, de la France, du Canada, de l'OEA, de la BINUH, de la CARICOM et de la République dominicaine. Aucune nouvelle déclaration bilatérale ou multilatérale n'a été émise au cours de ce cycle, suggérant que l'architecture

diplomatie s'est stabilisée et que les acteurs surveillent la performance de gouvernance de Fils-Aimé avant le prochain engagement. Le Collège Présidentiel rival n'a émis aucun nouveau communiqué ou déclaration publique au cours de ce cycle et n'a pas publié CPR-002, indiquant une faiblesse institutionnelle continue avec zéro reconnaissance internationale. Le signal positif de l'UNICEF concernant la volonté politique sur la protection de l'enfance fournit à Fils-Aimé une opportunité de crédibilité potentielle s'il prend des mesures visibles sur la démobilisation et la programmation de réintégration des enfants.



CONTEXTE HISTORIQUE

La Constitution de 1987 d'Haïti a établi un système semi-présidentiel avec pouvoir exécutif partagé entre un président élu et un premier ministre nommé pour empêcher le retour à la dictature. La structure exécutive monocéphale actuelle sous Fils-Aimé représente une adaptation constitutionnelle sans précédent justifiée par l'absence d'un président élu pendant la période de transition.

POINTS DE DISCUSSION

Le Premier ministre Fils-Aimé n'a émis aucun nouveau décret de gouvernance au cours de ce cycle de 24 heures après l'élan de consolidation initial suite à la dissolution du CPT.

La structure exécutive monocéphale n'a aucun précédent constitutionnel et crée une vulnérabilité potentielle à la critique de gouvernance unilatérale.

Le consensus international derrière Fils-Aimé reste intact sans nouvelles déclarations suggérant que l'architecture diplomatique s'est stabilisée.

Le contrôle direct du portefeuille Économie et Finances centralise les décisions fiscales mais crée un risque politique si les conditions économiques se détériorent.

Le signal de volonté politique positive de l'UNICEF sur la protection de l'enfance offre une opportunité de crédibilité de gouvernance s'il est soutenu par une action visible.

Le Collège Présidentiel n'a émis aucun nouveau communiqué et n'a pas publié CPR-002 indiquant une faiblesse institutionnelle continue.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Fils-Aimé devrait convoquer un forum consultatif ou une structure de dialogue dans les sept prochains jours pour aborder les préoccupations de gouvernance unilatérale.

Un remaniement du cabinet ou des nominations de gouvernance plus larges signaleraient une approche inclusive et réduiraient le récit de concentration du pouvoir.

Une action visible sur la démobilisation des enfants telle qu'une annonce de politique ou un partenariat avec l'UNICEF capitaliserait sur le signal de volonté politique.

Le portefeuille Économie et Finances devrait publier un rapport d'exécution fiscale trimestriel pour démontrer la transparence sous contrôle centralisé.

Les acteurs politiques devraient évaluer s'ils doivent s'engager avec la structure de gouvernance de Fils-Aimé ou maintenir la distance en attendant la clarté du calendrier électoral.

Les partenaires internationaux devraient demander une feuille de route de gouvernance avec des jalons spécifiques pour les mécanismes consultatifs et les arrangements de partage du pouvoir.



CONFIANCE



Haute confiance basée sur les rapports institutionnels officiels.

DÉVELOPPEMENT 4: L'effondrement du financement humanitaire continue avec l'appel en dessous de quatre pour cent

Le plan de réponse humanitaire 2026 pour Haïti reste financé à moins de quatre pour cent du besoin total au début de février 2026, représentant un effondrement de financement quasi-total qui rend le système humanitaire effectivement non fonctionnel aux niveaux de ressources actuels. UN News a publié un article le 5 février intitulé Garder l'espoir vivant pour les jeunes générations malgré l'effondrement du financement notant que sans soutien financier plus fort et améliorations de sécurité des millions d'Haïtiens risquent de sombrer dans des conditions encore plus désespérées. La Banque mondiale a publié un rapport le 12 février soulignant que les déficits de capital humain pourraient coûter à Haïti jusqu'à 51 pour cent des revenus futurs, avec des inégalités commençant avant l'âge scolaire par la nutrition et les échecs du développement de la petite enfance qui se composent dans les conditions de crise actuelles.

Le tableau de bord humanitaire composite présente des conditions de référence catastrophiques incluant 6 millions de personnes dans le besoin, 1,4 million de déplacés avec plus de 50 pour cent étant des enfants, 8 000 tués en 2025, 5,7 millions en insécurité alimentaire représentant 51 pour cent de la population, et 2,1 millions faisant face à une faim d'urgence à la Phase 4 de l'IPC. L'appel de 30 millions de dollars américains de l'UNICEF pour la protection de l'enfance ne représente qu'une tranche du besoin humanitaire total, tandis que le PAM fait face à un écart de financement de 44 millions de dollars américains jusqu'en avril 2026 pour la programmation d'assistance alimentaire. Le communiqué de presse de l'IRC du 11 février a souligné le piège circulaire auquel sont confrontés les Haïtiens retournés de force, avec 270 214 retours en 2025 incluant près de 20 pour cent qui étaient déjà déplacés internes avant de quitter Haïti et arrivent maintenant sans nulle part où aller et avec un financement de réintégration minimal.

La combinaison de crise sécuritaire, de transition politique et d'effondrement de financement crée des dynamiques négatives de renforcement. L'échec de sécurité entraîne l'effondrement humanitaire en déplaçant les populations et en perturbant la prestation de services, l'effondrement humanitaire crée des bassins de recrutement pour les groupes armés par la pauvreté et la séparation familiale, et l'insuffisance de financement empêche les organisations d'élargir les programmes de protection et d'assistance qui pourraient interrompre ces cycles. L'évaluation de la Banque mondiale que les déficits de capital humain coûteront jusqu'à 51 pour cent des

revenus futurs indique que la crise d'Haïti n'est pas simplement un problème de sécurité mais une catastrophe de développement générationnelle qui se composera sur des décennies sans intervention massive. Les organisations planifiant une programmation pluriannuelle font face à des décisions stratégiques quant à continuer à opérer aux niveaux de financement actuels ou suspendre les opérations jusqu'à ce que des ressources adéquates deviennent disponibles.



CONTEXTE HISTORIQUE

Le financement humanitaire d'Haïti a décliné progressivement depuis le tremblement de terre de 2010 qui a généré une réponse internationale sans précédent. Le taux de financement actuel en dessous de quatre pour cent pour l'appel 2026 représente le niveau de financement humanitaire le plus bas de l'histoire haïtienne moderne, encore plus bas que les conditions de référence pré-tremblement de terre lorsque le sous-financement chronique était déjà un défi systémique.

POINTS DE DISCUSSION

Le plan de réponse humanitaire 2026 financé à moins de quatre pour cent du besoin total représentant un effondrement de financement quasi-total.

La Banque mondiale avertit que les déficits de capital humain pourraient coûter à Haïti jusqu'à 51 pour cent des revenus futurs des échecs de nutrition et d'éducation.

L'UNICEF a besoin de 30 millions de dollars américains pour la protection de l'enfance tandis que le PAM fait face à un écart de 44 millions de dollars américains jusqu'en avril 2026 pour l'assistance alimentaire.

270 214 Haïtiens retournés de force en 2025 avec près de 20 pour cent déjà déplacés internes avant de partir et un financement de réintégration minimal.

Le tableau de bord composite montre 6 millions dans le besoin, 1,4 million de déplacés, 5,7 millions en insécurité alimentaire et 8 000 tués en 2025.

L'effondrement du financement crée des dynamiques négatives de renforcement où l'échec de sécurité entraîne la crise humanitaire qui alimente le recrutement de groupes armés.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Les donateurs majeurs devraient annoncer des engagements de financement complets au T1 2026 pour prévenir l'effondrement complet du système humanitaire.

L'UNICEF et le PAM devraient recevoir un financement prioritaire étant donné l'urgence de protection de l'enfance et la crise de sécurité alimentaire nécessitant une réponse immédiate.

Les organisations planifiant une programmation pluriannuelle devraient évaluer la durabilité opérationnelle aux niveaux de financement actuels ou suspendre les opérations.

La programmation de réintégration pour les Haïtiens retournés de force nécessite un flux de financement dédié séparé de l'appel humanitaire général.

La Banque mondiale devrait travailler avec le Gouvernement d'Haïti sur une stratégie d'investissement en capital humain abordant la nutrition et le développement de la petite enfance.

Les institutions financières internationales devraient explorer le soutien budgétaire d'urgence au Gouvernement d'Haïti pour le maintien de la prestation de services de base.



CONFIANCE



Haute confiance basée sur les rapports institutionnels officiels.

À SURVEILLER

PROCHAINES 24 À 48 HEURES

Réponse internationale au rapport de recrutement d'enfants de l'UNICEF avec des annonces de financement potentielles de donateurs majeurs des États-Unis, de l'UE ou du Canada abordant l'appel de 30 millions de dollars américains et les besoins plus larges de programmation de protection de l'enfance.

Signaux de gouvernance de Fils-Aimé incluant une annonce potentielle de forum consultatif, des nominations au cabinet ou une action visible sur la démobilisation des enfants pour aborder les préoccupations de gouvernance unilatérale et capitaliser sur l'évaluation de volonté politique de l'UNICEF.

Suites de la démolition de Delmas avec surveillance de la réaction de la communauté d'affaires, des protestations ou de la critique politique suite aux opérations du 11 février contre les structures illégales sur les trottoirs publics.

CETTE SEMAINE

Manuvres diplomatiques Chine-Taïwan avec une réponse potentielle du gouvernement d'Haïti au témoignage de Holmes au Sénat ou une déclaration publique du ministère des Affaires étrangères de Taïwan défendant la relation bilatérale et le bilan d'assistance au développement.

Activité de l'équipe avancée de la GSF alors que le Représentant spécial Christofides devrait formaliser sa présence en Haïti ce mois avant la fenêtre de déploiement d'avril avec une planification opérationnelle incorporant des considérations de protection de l'enfance.

Engagements de financement humanitaire lors de conférences de donateurs internationaux ou engagements bilatéraux étant donné l'appel 2026 en dessous de quatre pour cent de financement et de multiples appels d'urgence d'agences incluant l'UNICEF et le PAM.

HORIZON STRATÉGIQUE

Opérations de sécurité sous directive d'intensification avec des opérations potentielles avancées de la PNH ou de la GSF dans l'Artibonite où Gran Grif maintient un contrôle territorial significatif et une infrastructure de recrutement.

Conformité de déclaration de patrimoine de l'ULCC avec approximativement 25 jours restants sur la date limite de 30 jours pour les anciens membres du CPT de soumettre des documents de divulgation financière.

Évaluation de viabilité du calendrier électoral alors que la date de début de campagne du 19 mai approche avec des conditions préalables de sécurité non remplies et le CEP silencieux sur les procédures d'enregistrement de parti ou de conformité.

SOURCES PRIMAIRES

UNICEF ReliefWeb, Rapport sur le triplement du recrutement d'enfants, 12 février 2026

Associated Press via Washington Post, Détails du recrutement d'enfants de l'UNICEF, 12 février 2026

Taiwan Plus News, Témoignage sur la Chine courtisant Haïti, 12 février 2026

Better World Campaign, Analyse de l'audience du Sénat, 10 février 2026

Vant Bef Info, Analyse du témoignage de sécurité de Wooster, 10 février 2026

Gazette Haiti, Opérations de démolition de Delmas, 11 février 2026

Juno7, Rapport de la Banque mondiale sur le capital humain, 12 février 2026

IRC, Avertissement d'effondrement humanitaire, 11 février 2026

Trading Economics, Taux de change USD/HTG 131,056, 9 février 2026

UN News français, Effondrement du financement en dessous de quatre pour cent, 5 février 2026

PAM, Données de 5,7 millions en insécurité alimentaire, actuel

Reuters, Calendrier de déploiement complet de la GSF été/automne, 22 janvier 2026

UNICEF France, Triplement du recrutement d'enfants français, 11 février 2026

Comité des Relations étrangères du Sénat, Vidéo complète de l'audience Wooster et Holmes, 10 février 2026